

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



QU'EST CE QUE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?

La souveraineté alimentaire désigne le DROIT des populations, de leurs pays ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis à vis des pays tiers.

La souveraineté alimentaire inclut:

- la priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s et des sans terre à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les OGM (organismes génétiquement modifiés) pour le libre accès aux semences, et de garder l'eau comme un bien public à répartir durablement.
- Le droit des paysan(e)s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer et qui et comment le produit.
- le droit des États à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix,
- des prix agricoles liés aux coûts de production: c'est possible à condition que les Etats ou Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels.
- la participation des populations aux choix de politique agricole.
- la reconnaissance des droits des paysannes, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation .

D'OÙ VIENT LE CONCEPT DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ?

Le concept de souveraineté alimentaire a été développé par Via Campesina et porté au débat public à l'occasion du Sommet Mondial de

l'Alimentation en 1996 et présente une alternative aux politiques néo-libérales. Depuis, ce concept est devenu un thème majeur du débat

agricole international, y compris dans les instances des Nations Unies. Ce fut le thème conducteur du forum des ONG parallèle au sommet

LES POLITIQUES NÉO-LIBÉRALES DÉTRUISENT LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

le dumping détruit la production alimentaire.

Les politiques néo-libérales donnent la priorité au commerce international et non à l'alimentation des populations.



Elles n'ont en rien contribué à éradiquer la faim dans le monde. Au contraire, elles ont accru la dépendance des populations envers les

importations agricoles. Et elles ont renforcé l'industrialisation de l'agriculture, en mettant en danger le patrimoine génétique, culturel et environnemental de la planète, ainsi que notre santé). Elles ont contraint des centaines de millions de paysan(ne)s à l'abandon de leurs pratiques agricoles traditionnelles, à l'exode rural, ou à l'émigration.

Des Institutions internationales comme le FMI (Fonds Monétaire International), la Banque Mondiale, et l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) ont mis en œuvre ces politiques dictées par les intérêts des firmes transnationales et des grandes puissances. Des accords internationaux (OMC),

régionaux (Accord de Libre Echange des Amériques ALCA) ou bilatéraux de « libre »-échange des produits agricoles permettent en fait à celles-ci de contrôler le marché mondialisé de l'alimentation. L'OMC est une institution totalement inadéquate pour traiter les questions relatives à l'alimentation et l'agriculture. **Via Campesina demande donc que l'OMC se retire de l'agriculture.**

LE FLÉAU DES IMPORTATIONS À BAS PRIX

le dumping détruit la production alimentaire.

Dans le monde entier, des importations agricoles à bas prix détruisent l'économie agricole locale; c'est le cas du lait européen importé en Inde, du

porc US dans les Caraïbes, de la viande et des céréales UE en Afrique, de l'alimentation du bétail en Europe, etc.... Ces produits sont exportés à bas prix grâce à des pratiques de dumping. Les Etats-Unis et l'Union Européenne ont fait entériner par l'OMC une nouvelle

pratique de dumping, qui remplace les aides à l'exportation par une forte baisse de leurs prix agricoles, associée à des paiements directs payés par l'Etat.

Pour réaliser la souveraineté alimentaire, il est indispensable

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE INCLUT UN COMMERCE INTERNATIONAL JUSTE

La Souveraineté Alimentaire ne s'oppose pas aux échanges mais à la priorité donnée aux exportations : elle permet de garantir aux populations la sécurité alimentaire, tout en échangeant avec d'autres régions des productions spécifiques qui font la diversité de notre planète. Il faut donner à ces échanges un nouveau cadre, sous l'égide des Nations Unies, qui :

donne la priorité à la production locale, régionale avant l'exportation,

autorise les Etats/Unions à se protéger des importations à trop bas prix,

autorise des soutiens publics aux paysans, à condition qu'ils ne servent pas directement ou indirectement à exporter à bas prix,

garantisse une stabilité des prix agricoles au niveau international par des accords internationaux de maîtrise de la production.



L'ACCÈS AUX MARCHÉS INTERNATIONAUX N'EST PAS UNE SOLUTION

L'accès aux marchés internationaux n'est pas une solution pour les paysans

Le problème des paysans c'est (avant tout) le manque d'accès à leurs propres marchés locaux à cause des prix trop bas pour leurs produits et des pratiques de dumping à l'importation

auxquelles ils sont confrontés. L'accès aux marchés internationaux concerne seulement 10% de la production mondiale ; il est contrôlé par des firmes transnationales et les plus grandes entreprises agro-industrielles .

L'exemple des produits tropicaux est à cet égard extrêmement révélateur : ils bénéficient d'un accès quasiment libre dans les pays du Nord et les familles paysannes du Sud n'en ont tiré aucun bénéfice ni amélioration de leur situation.

Le problème des paysans c'est (avant tout) le manque d'accès à leurs propres marchés locaux à cause des prix trop bas pour leurs produits et des pratiques de dumping à l'importation

LES POLITIQUES AGRICOLES DOIVENT SOUTENIR UNE AGRICULTURE PAYSANNE

Les politiques agricoles doivent soutenir une agriculture paysanne durable

Pour être en mesure d'exercer leur souveraineté alimentaire, les pays du Nord comme du Sud doivent pouvoir soutenir leur agriculture afin de garantir le droit à l'alimentation de leurs populations, de préserver leur environnement , de

développer une agriculture durable et de se protéger du dumping. Ils doivent pouvoir aussi être en mesure de soutenir leur agriculture pour l'accomplissement d'autres tâches d'intérêt public, qui peuvent être différentes selon les pays et leurs traditions culturelles. Mais actuellement, les États Unis et l' Union

Européenne en particulier abusent des soutiens publics pour réduire artificiellement leurs prix de marché interne et pratiquer le dumping de leurs excédents sur les marchés internationaux, en détruisant l'agriculture paysanne au Nord



Via campesina

Secretaría Operativa
Operative Secretariat
Djakarta

Jin. SMA 14 No 15A,
Dewi Sartika, Jakarta
13640 Indonesia

Tel/fax: +62-21-
80882492

Email: viacampesina AT viacampesina.org

DES ALLIANCES SONT INDISPENSABLES

Des alliances sont
indispensables

Depuis plusieurs années Via
Campesina a joué un rôle
moteur dans le développement
de réseaux internationaux

regroupant des mouvements
sociaux, environnementaux ,
ONG de développement,
consommateurs,..... De Seattle
à Gênes et à Porto Alegre, ces
réseaux développent des

propositions et des stratégies
indispensables pour faire
cesser les politiques néo-
libérales et développer des
politiques solidaires.

QUE FAIRE CONCRETEMENT ?

Prendre contact avec les
organisations membres de Via
Campesina pour soutenir des
initiatives et actions locales,
nationales comme des
occupations de terres, des
initiatives de production

paysanne durable, la défense
des semences locales, des
actions contre les OGM et le
dumping, etc...

Il est aussi important de porter
ce débat dans vos
organisations ainsi qu'à et à vos

gouvernements et parlements.
Au niveau international vous
pouvez participer à la journée
mondiale des luttes paysannes
le 17 avril.

CONTACTS / LIENS

Contacts dans les régions de Via Campesina (coordinateurs régionaux) :

Amérique Centrale : ASOCODE/COCOCH (viacam@gbm.hn)

Amerique du Nord : NFU (netwiebe@hotmail.com, www.nfu.ca), UNORCA
(unorcared@laneta.apc.org, www.laneta.apc.org/unorca/)

Amérique du Sud : MST (srimst@uol.com.br, www.mst.org.br), Anamuri (anamuri@ia.cl,
www.anamuri.cl)

Afrique: UNAC (unacadvocacia@teledata.mz)

Asie Sudeste-Este: FSPI (petani@indosat.net.id)

Asie du Sud: KRRS (swamy.krrs@vsnl.com)

Caraïbes: ANAP (amigo@anap.org.cu), WINFA (winfa@caribsurf.com)

Europe: CPE (cpe@cpefarmers.org, www.cpefarmers.org)

Informations sur Via Campesina www.viacampesina.org

Informations sur souveraineté alimentaire www.peoplesfoodsovereignty.org

Sur Internet :

www.viacampesina.org

*Globaliser la lutte pour globaliser
l'espoir*